



“État de Siège” – Escobal, Guatemala. Photo courtoisie James Rodríguez.

Points forts des réalisations de l’année 2015

Campagnes internationales – Tenir le gouvernement et l’industrie responsable des abus dans le secteur minier à l’étranger

Exhorter le Canada à être ouvert pour la justice et non seulement pour le monde des affaires

Les personnes lésées par les activités des sociétés pétrolières, gazières et minières canadiennes devraient pouvoir se tourner vers la justice, ici. Le Canada a besoin d’un ombudsman indépendant, impartial et habilité à enquêter sur les plaintes. Nous devrions être en mesure de poursuivre les entreprises canadiennes pour dommages au Canada peu importe où elles opèrent. En plus de soutenir les demandeurs et les avocats intentant des procès au Canada, décrits ci-dessous, nous avons beaucoup travaillé avec le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises à la rédaction d’un mémoire détaillé sur la façon dont un ombudsman efficace fonctionnerait. Le mémoire a été publié sur le site web du RCRCE.

Empêcher les entreprises d’abuser les mécanismes d’examen judiciaire ou non judiciaire des plaintes

Mines Alerte et Rights Accountability in Development (RAID) ont revisité la mine d’or North Mara (Acacia Mining, anciennement African Barrick Gold)

pour procéder à une deuxième évaluation des droits de la personne sur le terrain. Les entrevues réalisées auprès de plus de cinquante victimes ont fait ressortir un grand nombre d’actes de violence par le personnel de sécurité de la mine, ainsi que de graves allégations contre le mécanisme d’examen des plaintes de la mine. Nous avons fait part de ces préoccupations à la société. Nous avons également publié un résumé de nos constatations. Barrick/Acacia a répondu à nos questions et à nos inquiétudes. Nous continuons de faire pression sur la société pour qu’elle règle ces problèmes.

Tahoe devant un tribunal de la Colombie-Britannique : rehausser le profil du procès sur les abus dans le secteur minier au Guatemala

La Cour suprême de la Colombie-Britannique a décliné sa compétence relativement à un procès intenté contre Tahoe Resources en raison d’actes de violence à son site minier au Guatemala en novembre 2015. Le juge semblait fermer délibérément les yeux quant à la gravité de l’affaire et des obstacles auxquels les

victimes font face quand elles traduisent en justice une société transnationale. Notre travail pour situer la poursuite dans un contexte plus large de lutte de la communauté guatémaltèque pour protéger les moyens de subsistance agricole contre une plus grande expansion de la mine et de la militarisation connexe dans la région a rehaussé le profil de cette affaire comme un exemple important de la rai-

son pour laquelle nous devrions pouvoir nous tourner vers la justice au Canada, ainsi que le respect des communautés qui s'opposent aux activités minières. Nous continuerons de surveiller et de soutenir la poursuite alors qu'un appel sera interjeté.

L'efficacité de la réglementation au Canada – La nécessité de règlements qui protègent les personnes et l'environnement

Prévenir les défaillances des digues de contention des résidus miniers

Les années 2014 et 2015 ont vu des défaillances des digues de contention des résidus sans précédent et de déversements de résidus miniers ayant de profonds impacts sur les écosystèmes, les eaux et les moyens d'existence au Canada, aux États-Unis, au Mexique et au Brésil. Mines Alerte a joué un rôle de premier plan dans la résolution de ce problème au Canada. Elle a soutenu des initiatives internationales. Suite à la publication en janvier du Rapport du Groupe d'experts indépendants sur l'immense déversement de résidus miniers à Mount Polley, nous avons prié la province de la Colombie-Britannique, ainsi que d'autres provinces et le gouvernement fédéral, de tenir compte des avertissements du Groupe et de ne pas retarder la mise en œuvre complète de ses recommandations afin d'éviter d'autres déversements.

Nous avons initié et coordonné une campagne de lettre, qu'ont signé plus de 70 organisations environnementales canadiennes et américaines, des scientifiques et des représentants des Premières nations, exhortant les ministres canadiens responsables des mines de ne plus autoriser d'installations de résidus humides dans des nouvelles mines provisoires et de soutenir des méthodes alternatives d'emmagasinement plus sûres et plus propres telles que les résidus de pile sèche. Nous leur avons remis la lettre lors de la Conférence annuelle des ministres responsables des mines, ce qui a donné lieu à un engagement de revoir le déversement à Mount Polley et de « déterminer une façon dont toutes les juridictions pourraient renforcer la réglementation des mines ».

Nous avons co-organisé la première réunion du British Columbia Mining Action Network qui se tenait à Vancouver, ce qui nous a permis de consolider les réseaux communautaires et organisationnels. En juin 2015, nous nous sommes réunis alors que la Colombie-Britannique annonçait un examen visant à revoir son Code minier. Mais, on a fait savoir qu'il fallait étudier la gamme complète des

changements nécessaires à apporter pour prévenir de futures défaillances des digues de contention des résidus. Dans un rapport détaillé, intitulé « Path to Zero Failures », nous avons unis nos efforts à ceux d'organisations locales pour décrire comment il faudrait actualiser les lois sur les mines pour éviter de futures catastrophes.

Réforme de la réglementation en Ontario

L'Ontario est la plus grande juridiction minière au Canada. Mais, c'est aussi la seule province où les mines ne font pas encore automatiquement l'objet d'évaluation environnementale (AE) provinciale et de consultations publiques. Cette correction figurait parmi l'une de nos principales recommandations formulées auprès du ministère du Développement du Nord et des Mines de l'Ontario dans le cadre de ses consultations publiques sur le renouvellement de sa Stratégie en matière de développement des minéraux.

Nous avons également demandé à la vérificatrice générale de l'Ontario de régler ce problème et de procéder à une analyse plus large « Value-for-Money » de la gestion du secteur minier de l'Ontario. Le bureau de la vérificatrice générale nous a demandé de contribuer à son enquête. En décembre, elle a publié un rapport alarmant sur la piètre gestion économique et environnementale du secteur minier de l'Ontario. Notre analyse ultérieure a révélé que la province se place au pire rang au Canada en ce qui concerne la responsabilité environnementale quant au nettoyage des sites miniers. La nouvelle Stratégie en matière de développement des minéraux de l'Ontario a été publiée juste avant la fin de l'année. Elle n'est pas à la hauteur des attentes au moment d'aborder sérieusement la plupart des questions soulevées. Mais, elle ouvre la porte à l'examen de l'absence d'exigences d'évaluation environnementale pour l'exploitation minière dans la province et pour renforcer la garantie financière pour le nettoyage du site.

Créer le mouvement et le soutien de la communauté – Travailler à une cause commune

Au Canada

Arrêter le projet minier Harper Creek, en Colombie-Britannique

Nous avons participé à l'examen de l'étude d'impact environnemental préparé par Yellowhead Mining sur le projet minier Harper Creek sur le territoire traditionnel non cédé de la nation Secwepemc, près de Vavenby, en Colombie-Britannique. Nous avons constaté que la mine prévue présentait un véritable potentiel de désastre et qu'elle devait être arrêtée. En outre, la société a mal mené la consultation avec la Première nation Secwepemc qui ne veut pas de la mine. Yellowhead a retardé le projet après que le gouvernement provincial ait exigé un examen de la conception du parc à résidus.

Enrayer le projet de mine à ciel ouvert Ajax à Kamloops, en Colombie-Britannique

Le Projet KGHM Ajax de mine de cuivre et d'or à ciel ouvert à la périphérie de Kamloops a soulevé de graves préoccupations quant aux impacts sur la santé et sur l'eau et sur un éventuel massif déversement de résidus. Plusieurs demandes d'examen complet par un groupe d'évaluation composé d'experts fédéral ont été refusées. La Colombie-Britannique n'a procédé qu'à un examen sans apport fédéral formel. Nous avons fourni un soutien stratégique et technique aux groupes locaux et aux Premières nations touchés par le projet. Nous avons également identifié un expert en qualité de l'eau pouvant se charger de l'examen. Nous avons contribué à identifier d'autres experts éventuels en ce qui concerne la qualité de l'air, les risques de défaillance des digues de contention des résidus et l'analyse des risques financiers.

Impacts sur la santé de la mine à ciel ouvert Malartic, au Québec

La mine Malartic n'est pas seulement la plus grande mine d'or au Canada, c'est aussi la seule grande mine à ciel ouvert située dans une zone urbaine au pays. Les impacts sur la santé dans cette communauté de 3 500 personnes ont été beaucoup plus sérieux que prévus. Plus d'un tiers des résidents affirment être très affectés par les opérations minières et souhaitent partir, en particulier ceux qui habitent plus près de la mine. Les résidents craignent d'autres conséquences, car

le promoteur cherche à doubler la taille de la mine. Nous avons soutenu les résidents qui ont initié des discussions de bonne foi avec l'entreprise pour intervenir avec elle un accord formel de réinstallation et d'indemnisation. Malheureusement, les pourparlers ont échoué et les résidents envisagent maintenant des recours d'ordre juridique.

Protéger les eaux contre le projet Goliath Gold, en Ontario

Treasury Metals propose une mine à ciel ouvert et souterraine à quelques kilomètres en amont de la Première nation Wabigoon, déjà très contaminée par le mercure de méthyle déversé par l'industrie des pâtes et papiers. Les Premières nations d'Eagle Lake mènent aussi des activités traditionnelles dans la région et de nombreux chalets y sont construits. Mines Alerte a fourni un appui technique et stratégique aux deux communautés, autochtone et non autochtone, ainsi qu'au Conseil tribal du traité no. 3, dans le cadre de l'évaluation environnementale fédérale en cours. Nous avons également identifié un expert en qualité de l'eau pouvant se charger de l'examen.

Sur la scène internationale

Arrêter les poursuites : les accords d'investissement internationaux menacent les gens et l'environnement

Un voyage commun à El Salvador au début de 2015 avec l'Institute for Policy Studies basé à Washington a amélioré nos efforts de coordination avec la National Roundtable on Metallic Mining (La Mesa) et les organisations locales. Nous avons ensuite fait venir au Canada une délégation d'El Salvador, y compris le procureur adjoint de l'environnement du bureau de l'ombudsman salvadorien des droits de la personne. La délégation a sensibilisé le public, les députés et les médias sur le procès intenté contre OceanaGold (anciennement Pacific Rim) en prévision d'une décision définitive sur l'affaire. La délégation a aussi fait ressortir la façon dont l'arbitrage investisseur-État menace la prise de décision démocratique, la santé publique et l'environnement, tant au niveau national qu'international.

Le travail de cette coalition se poursuit et nous sommes toujours en attente

d'une décision sur l'affaire d'El Salvador. En 2015, nous avons également renforcé notre participation à des réseaux de lutte pour la justice commerciale au Canada pour attirer davantage l'attention sur les implications du cadre commercial pour les communautés touchées par les mines.

Soutenir la dissidence à la défense de la terre et de l'environnement

Nous avons publié un rapport conjoint avec la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles intitulé « In the National Interest? Criminalization of Land and Environment Defenders in the Americas » qui comprend des affaires du Guatemala, du Pérou, du Mexique, de l'Équateur et du Canada.

Après sa sortie à l'automne 2015, nous avons fait venir des invités du Mex-

Communications et sensibilisation – Passer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence

Dévoiler la complicité de l'Ambassade du Canada dans les abus dans le secteur minier au Mexique

Nous avons publié un rapport conjoint avec les Métallurgistes unis, sur la base d'un examen approfondi de documents obtenus auprès du gouvernement canadien par le biais d'une demande d'accès à l'information. Intitulé *Unearthing Canadian Complicity: Excellon Resources, the Canadian Embassy and the Violation of Land and Labour Rights in Durango, Mexico* le rapport révèle que même si elle était au courant des plaintes de la communauté et des travailleurs, l'Ambassade canadienne au Mexique a soutenu Excellon. Elle a partagé des informations privilégiées avec la société et facilité les contacts avec de hauts fonctionnaires. Coïncidant avec le moment où la communauté attendait les résultats des efforts juridiques pour révoquer son contrat d'utilisation avec la société, le rapport a été bien reçu par les médias mexicains et latino-américains. Nos conclusions ont été mises en évidence aux bulletins de nouvelles nationaux de la CBC/Société Radio-Canada.

L'évasion fiscale ne se fait pas « sans victimes »

Mines Alerte a contribué avec le Centre de recherche sur les sociétés multinationales (SOMO) à la production d'un important rapport sur l'évasion fiscale et l'austérité en Grèce. « Fool's Gold » révèle que la société canadienne Eldorado Gold utilise des entreprises fictives aux Pays-Bas pour éviter de payer des impôts en Grèce, avec une structure de financement qui canalise les paiements d'intérêt de sa filiale grecque via les Pays-Bas au paradis fiscal qu'est la Barbade. Cette affaire est emblématique : le Canada appuie l'évasion fiscale grâce au laxisme en matière de divulgation et des conventions fiscales internationales. Autrement dit, les entreprises peuvent minimiser l'impôt qu'elles paient partout, y compris au

Conseil d'administration en 2015

Président : Earl Commanda, Ottawa, Ontario
Trésorière : Ian Thomson, Ottawa, Ontario
Secrétaire : Esperanza Moreno, Gatineau, Québec
Directeurs : Ken Luckhardt, Toronto, Ontario
Jennifer Simard, Kapuskasing, Ontario
Jean Symes, Ottawa, Ontario
Arnold Yellowman, Sarnia, Ontario
Kevin O'Reilly, Yellowknife, NWT (démissionné en Septembre)
Laura Calm Wind, Thunder Bay, Ontario
Anne Sam, Fort St. James, British Columbia
Bruce Maclean, Winnipeg, Manitoba
Tracy Glynn, Fredericton, New Brunswick

Membres en 2015

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Bedford Mining Alert
6. Canadian Environmental Law Association (CELA)
7. Centre for Longterm Environmental Action Newfoundland/ Labrador (CLEAN)
8. Développement et Paix
9. L'Église Unie de Canada
10. Femmes autochtones du Québec
11. Fonds de justice sociale de Unifor
12. Fonds humanitaire des Métallos
13. Friends of the Stikine Society

ique et du Guatemala pour promouvoir publiquement le rapport au Canada. Esperanza Salazar de Bios Iguana, une organisation environnementale à Colima, au Mexique, a parlé de la participation de l'état mexicain à des actes de violence contre la communauté autochtone Nahua de Zacualpan, dans le but de discréditer et de détruire sa propre organisation. Le journaliste guatémaltèque indépendant, Luis Solano, a décrit comment les communautés touchées par la mine Escobal de Tahoe Resources au sud-est du Guatemala vivent Under Siege, le titre de l'enquête de six mois menée par M. Solano, que nous avons co-commandé avec International Platform against Impunity. L'étude a révélé l'ampleur dramatique de la stratégie en matière de sécurité militarisée de l'entreprise pour tenter d'écraser l'opposition de la communauté à ce projet.

Canada et dans n'importe quel pays où elles opèrent. Eldorado est également fortement soutenu par Exportation et développement Canada.

L'Ontario n'échappe pas à l'évasion fiscale des entreprises. Nous collaborons avec les Canadiens pour une fiscalité équitable pour sensibiliser le public et susciter l'attention des médias. Un premier résultat : nous avons été largement cités par Rita Celli, de la CBC Radio, dans sa série radiophonique « Mining for more: How much is mining really worth to Ontario? »

Au Québec, Mines Alerte et notre partenaire Coalition Québec Meilleure Mine ont également été beaucoup cités en ce qui a trait au système d'évasion fiscale mis à découvert dans le cas du financement du projet de mine à ciel ouvert Royal Nickel.

Consentement libre, préalable et éclairé (CLPÉ) : le Colloque d'Ottawa sur les droits de la personne, les protocoles autochtones et les pratiques exemplaires

Le 20 mai, nous avons coparrainé et contribué à un colloque public qui se tenait à Ottawa pour discuter de l'état du CLPÉ en droit canadien et international et de sa pertinence dans les décisions cruciales auxquelles les peuples autochtones font face aujourd'hui.

Rejoindre de nouvelles personnes et atteindre un plus grand auditoire

Nos adeptes sur Facebook et sur Twitter, les visiteurs du site et nos abonnés à nos listes de diffusion ont été très actifs. De bonnes interactions, les retweets et les « partages » continuent de croître. Voici nos chiffres en ce qui concerne les médias sociaux en 2015 :

Adeptes de Twitter – 11 542
Adeptes de Facebook – 5 428
Pages vues sur le site web (total) – 482 148
Consultations sur le site web (total) – 128 619
Abonnés à la liste de diffusion (alertes) – 1 343

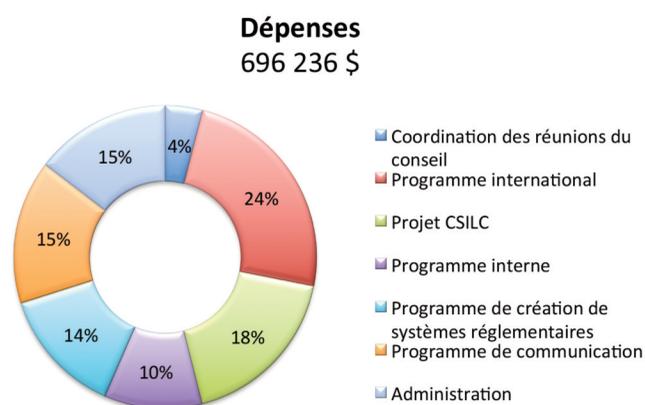
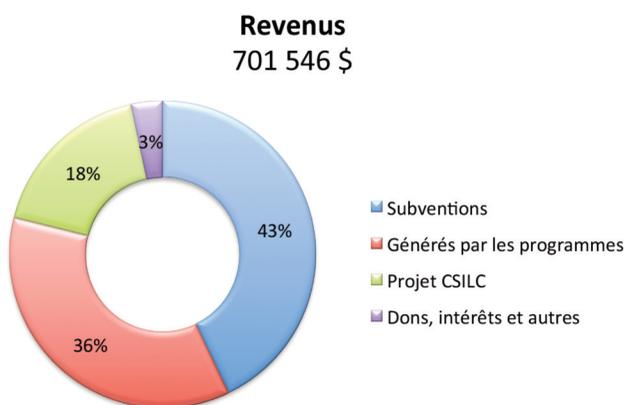
Le personnel en 2015

Jen Moore, cordonnatrice du programme d'Amérique Latine
Jamie Kneen, coordonnateur aux communications et à la sensibilisation
Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien
Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche
Diana Martin, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration, qui a remplacé à Susan Murdock.

14. Inter Pares
15. International Institute of Concern for Public Health (IICPH)
16. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
17. Mixedwood Forest Society
18. La Nation Innu
19. Nature Canada
20. Northwatch
21. Polaris Institute
22. Rivers Without Borders
23. Sierra Club of Canada
24. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
25. Syndicat canadien de la fonction publique (SFCP)
26. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
27. Yukon Conservation Society (YCS)

MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA
BILAN AU DECEMBER 31, 2015

	2015	2014
ACTIFS À COURT TERME		
Encaisse	89 609 \$	53 393 \$
Investissements à court terme	138 924	30 000
Débiteurs	25 062	12 479
À recevoir de Canary Research Institute	83 563	110 045
Frais payés d'avance	2 319	3 404
	339 477	209 321
INVESTISSEMENTS		
	-	105 262
	339 477 \$	314 583 \$
PASSIFS À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	14 559 \$	17 024 \$
Remises de gouvernement payables	5 567	1 938
Revenu reporté	93 518	75 098
	113 644	94 060
ACTIFS NETS		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	152 000	147 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	48 833	48 523
	225 833	220 523
	339 477 \$	314 583 \$



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :

Congrès du travail du Canada
 L'Église Unie du Canada
 Le fonds de justice sociale d'Unifor
 Inter Pares
 Mountain Equipment Co-op
 Primate's World Relief and Development Fund

Syndicat canadien de la fonction publique
 Syndicat des employé(e)s de la fonction publique de l'Ontario
 Sigrid Rausing Trust
 Swift Foundation via Global Greengrants Fund
 Wallace Global Fund